



# T H É M A

Essentiel

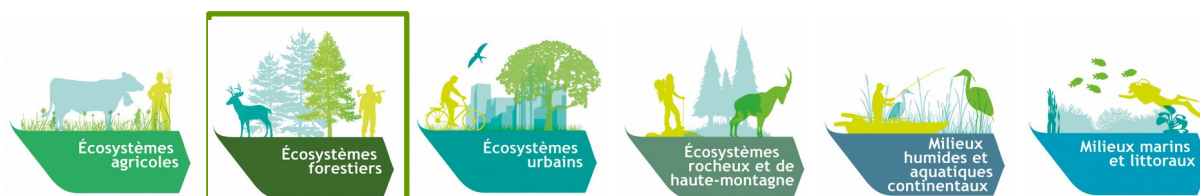
## Commissariat général au développement durable



# Les écosystèmes forestiers français

## Messages clés à l'attention des décideurs

AVRIL 2019



*La forêt française métropolitaine s'étend sur 16,4 millions d'hectares soit près du tiers du territoire métropolitain. C'est la quatrième en surface au niveau européen derrière la Suède, la Finlande et l'Espagne. Elle est aux trois quarts privée. Elle se concentre principalement dans la moitié sud et la partie est du pays. Elle est située en grande majorité dans les plaines et collines, où les feuillus dominent largement. Les surfaces issues de plantations sont stables depuis 1980, autour de 13% de la forêt métropolitaine. 95% des forêts publiques et 31% des forêts privées ont un document de gestion durable. La France compte aussi plus de 9 millions d'hectares de forêts ultramarines majoritairement tropicales, diversifiées et riches en biodiversité, principalement en Guyane.*

La présente évaluation a été conduite dans le cadre du programme EFESSE par une équipe du Groupement d'Intérêt Public sur l'étude du fonctionnement et de la dynamique des écosystèmes forestiers et la gestion durable des forêts (Gip Ecofor) avec l'appui d'un groupe de travail. Elle a fait l'objet de plusieurs avis du Conseil scientifique et technique de l'EFESSE et les messages clés à l'attention des décideurs qui en sont issus ont été discutés et approuvés les 12 juin et 6 novembre 2017 par le Comité national des parties prenantes de l'EFESSE. Le niveau de consensus constaté et les renvois vers les sections détaillées du rapport sont indiqués en marge des messages.

**Pour accéder au rapport complet :** <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/EFESSE>

**1. Depuis un minimum atteint vers 1820, la forêt métropolitaine a vu sa surface multipliée par deux<sup>1</sup>.** Considéré en moyenne et par hectare, le volume moyen de bois des arbres vivants s'accroît quant à lui au rythme d'un doublement en moins d'un siècle<sup>2</sup>. Ainsi, le volume total de bois sur pied a quasiment doublé au cours des cinquante dernières années. Ces évolutions s'expliquent d'abord par la déprise agricole qui a libéré des terres et permis la progression des forêts. La dynamique naturelle a été complétée par une action volontariste des pouvoirs publics pour augmenter les surfaces boisées en France. Enfin, la pression d'exploitation qui a pesé sur la plupart des forêts jusqu'au XIXe siècle s'est globalement relâchée à partir de la révolution industrielle, notamment du fait du développement de sources d'énergies alternatives<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Bien établi et accepté (§5.1.1)  
<sup>2</sup> Bien établi et accepté (§5.1.2)  
<sup>3</sup> Bien établi et accepté (§5.1.1 et 5.1.2)

### Etat écologique des forêts françaises

**2. Malgré l'absence de suivi pour de nombreuses espèces, les éléments disponibles témoignent d'états contrastés de la biodiversité forestière en métropole.** D'un côté, la richesse locale en espèces d'arbres est en augmentation<sup>1</sup> et on constate le maintien ou l'amélioration récente de plusieurs caractéristiques reconnues comme importantes pour la biodiversité (présence de très gros arbres et de bois mort, faible fragmentation des massifs, régénération naturelle largement majoritaire)<sup>2</sup>. Dans l'ensemble, l'évaluation des habitats et espèces d'intérêt communautaire montre aussi un niveau de préservation généralement plus élevé que dans les autres milieux<sup>3</sup>. En outre, après une phase d'érosion à la fin des années 80, l'abondance des oiseaux communs forestiers s'est stabilisée<sup>4</sup>. Cependant, des points d'alerte subsistent : plus de la moitié des plantes forestières évaluées, 17 % des oiseaux forestiers évalués et 7 % des mammifères forestiers évalués sont considérés comme menacés<sup>5</sup>. L'évaluation montre aussi que certains des habitats forestiers d'intérêt communautaire évalués, essentiellement des forêts liées aux milieux aquatiques, sont dans un mauvais état de conservation (forêt alluviales, tourbières... )<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Bien établi et accepté (§5.2.1)  
<sup>2</sup> Bien établi et accepté (§5.1.2 et 6.4)  
<sup>3,4,6</sup> Bien établi et accepté (§5.2.4)  
<sup>5</sup> Bien établi et accepté (§5.2.1)

**3. L'état de santé des forêts métropolitaines a souffert des tempêtes et sécheresses des deux dernières décennies et reste fragile dans un contexte d'augmentation des risques.** Ainsi, depuis le début des années 2000, on observe une augmentation de la mortalité et du déficit foliaire des arbres, particulièrement marqués dans le Sud-est méditerranéen<sup>1</sup>. Une augmentation des risques est attendue en lien avec le changement climatique : les projections réalisées varient selon les scénarios et modèles mais augurent d'une augmentation des surfaces affectées par les sécheresses pendant la saison de végétation<sup>2</sup>. Or, le stress hydrique fait craindre une intensité et une extension plus grandes des risques d'incendie<sup>3</sup>. En outre, les dommages liés aux insectes et maladies des arbres aggravent souvent les conséquences des accidents météorologiques<sup>4</sup>. L'état de santé des forêts métropolitaines réclame donc de la vigilance.

<sup>1,2,4</sup> Bien établi et accepté (§6.4)  
<sup>3</sup> Bien établi et accepté (§6.3)

**4. La dégradation des habitats<sup>1</sup> et les pollutions<sup>2</sup> demeurent des sources directes de changement. Par ailleurs, les populations de grands ongulés (cerfs, chevreuils, sangliers...) augmentent<sup>3</sup>, ce qui parfois fragilise et compromet le renouvellement de certaines forêts<sup>4</sup>.**

<sup>1</sup> Bien établi et accepté (§6.4)  
<sup>3</sup> Bien établi mais en discussion (§6.4.2)

**5. Le changement climatique affecte déjà et affectera durablement les forêts françaises<sup>1</sup>.** Sur le plan forestier, la modification des aires de répartition des espèces est

<sup>1</sup> Bien établi et accepté (§6.3)  
<sup>2</sup> Bien établi et

## Les écosystèmes forestiers : messages clés

difficile à prévoir mais pourrait occasionner une véritable recombinaison des paysages forestiers, ainsi que des changements notables en termes de structure et de fonctionnement des écosystèmes, notamment du fait des changements de pratiques<sup>2</sup>. Une hausse moyenne mondiale de 2°C depuis l'ère préindustrielle pourrait ainsi étendre le domaine méditerranéen jusqu'à la Loire<sup>3</sup>. L'augmentation et la combinaison des risques naturels associés (sécheresses, incendies, ravageurs et pathogènes) pourraient provoquer une diminution de la productivité nette des forêts après plusieurs décennies d'augmentation<sup>4</sup>.

accepté (§6.3)  
<sup>3</sup> Partiellement établi et accepté (§6.3)  
<sup>4</sup> Partiellement établi et accepté (§8.1.4)

### Biens et services écosystémiques, patrimoine naturel

**6. La société française retire de ses forêts de nombreux biens et services.** Parmi ceux-ci figurent de nombreux biens et services non-marchands, dont les valeurs peuvent être très supérieures à celle des biens marchands<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Bien établi et accepté (§7, 8 et 9)



***Billons de Pin maritime exploités dans les Landes de Gascogne (Nouvelle Aquitaine), à gauche, et Chargement d'un camion grumier après exploitation d'une coupe d'éclaircie dans une forêt de montagne, à droite. © Jean-Luc Peyron***

**7. Le bois est le principal bien marchand produit dans les forêts métropolitaines.** La valeur commerciale de sa récolte après exploitation y est estimée à près de 3 milliards d'euros<sup>1</sup>. Les deux tiers environ de cette valeur correspondent à du bois effectivement commercialisé, en majorité du bois d'œuvre, mais avec une progression du bois énergie dont le niveau rattrape celui du bois d'industrie pour la papeterie et les panneaux<sup>2</sup>. Le bois non commercialisé, principalement le bois de feu, représente le tiers restant<sup>3</sup>. Le bois, matériau renouvelable lorsqu'il est issu d'une gestion durable, procure de nombreux avantages à la société française, surtout quand il fait l'objet de recyclage et s'inscrit dans une cascade d'usages<sup>4</sup>. Il alimente une filière qui contribue à 0,5 ou 0,6 % du produit intérieur brut<sup>5</sup>, et procure 230 000 emplois directs, soit 0,9 % de la population active<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Bien établi et accepté (année 2014, §8.1.4)  
<sup>2</sup> Bien établi et accepté (§8.1.2.2 ou 8.1.4)  
<sup>3</sup> Bien établi et accepté (§8.1.4)  
<sup>4</sup> Bien établi et accepté (§7.1.2.2)  
<sup>5,6</sup> Bien établi et accepté (§8.1.2.2)

**8. Dans les forêts françaises métropolitaines, le prélèvement de bois est nettement inférieur à l'accroissement biologique<sup>1</sup>.** Ainsi, en moyenne, la ressource disponible continue de croître, offrant des possibilités de développement sur une partie du territoire<sup>2</sup> sous réserve de durabilité environnementale de l'exploitation (notamment le maintien de la

<sup>1</sup> Bien établi et accepté (§8.1.2 8.1.4 et § 8.1.3.2)  
<sup>2,4</sup> Bien établi et accepté (§8.1.2)



fertilité des sols<sup>3</sup>). Cette moyenne masque cependant de très fortes disparités selon les régions, les essences, la structure et les catégories de propriétés des forêts<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> Bien établi et accepté (§8.1.2.1)

**9. Au-delà du bois, la forêt française fournit une multitude d'autres biens :** gibier, champignons (truffe, cèpe, etc.), châtaignes, autres fruits et baies, miel, plantes aromatiques, fourrage destiné aux animaux d'élevage, liège, objets décoratifs, etc. Au moins 77 espèces sont exploitées en France métropolitaine par les industries pharmaceutiques et cosmétiques (parfumerie, huiles essentielles)<sup>1</sup>. Parmi cette multitude de biens issus des forêts, seule une partie est commercialisée et représente un chiffre d'affaires de plusieurs dizaines de millions d'euros par an<sup>2</sup>, le reste faisant l'objet d'usages dont la valeur économique, estimée à plusieurs centaines de millions d'euros par an<sup>3</sup>, est plus difficile à percevoir. Au-delà de leur valeur économique, ces biens forestiers non-ligneux constituent par ailleurs un enjeu fort du point de vue culturel et patrimonial<sup>4</sup>.

<sup>1,2</sup> Bien établi et accepté (§8.3)  
<sup>3</sup> Bien établi et accepté (§8.2)  
<sup>4</sup> Bien établi et accepté (§10.3.3)

**10. La forêt française et les produits en bois contribuent de manière significative à la lutte contre le réchauffement climatique<sup>1</sup>.** En métropole, la filière forêt-bois représente actuellement un « puits net » de carbone estimé à environ 130 millions de tonnes de CO<sub>2eq</sub> par an, soit près du quart des émissions annuelles françaises<sup>2</sup>. Ce « puits net » résulte principalement de l'accroissement actuel du stock de carbone au sein des écosystèmes forestiers, pour près de 100 millions de tonnes de CO<sub>2eq</sub> par an<sup>3</sup>. Il inclut aussi des émissions évitées par l'utilisation du bois au lieu d'énergies et matériaux concurrents qui sont délicates à évaluer mais importantes à considérer et estimées à environ 30 millions de tonnes de CO<sub>2eq</sub> par an<sup>4</sup>. Il prend enfin en compte une séquestration supplémentaire au sein des produits en bois, actuellement négligeable<sup>5</sup>. La prise en compte globale de ce bilan est importante pour évaluer correctement les conséquences d'une augmentation des prélèvements de bois. En effet, si une telle augmentation limite l'accumulation de carbone en forêt, elle peut en transférer une partie dans les produits en bois et permet en contrepartie d'éviter à brève échéance certaines émissions de secteurs industriels et énergétiques<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Bien établi et accepté (§7.1)  
<sup>2</sup> Bien établi et accepté (§7.1.4)  
<sup>3</sup> Bien établi et accepté (§7.1.2.1)  
<sup>4</sup> Partiellement établi et accepté (§7.1.2.2)  
<sup>5</sup> Partiellement établi et accepté (§7.1.2.1)  
<sup>6</sup> Bien établi et accepté (§7.1.4)

**11. Par leur nature et leur fonctionnement biophysique, les forêts interviennent sur les conditions environnementales locales de multiples manières** (évapotranspiration, albédo, feuillage filtrant, obstacle physique aux mouvements d'air horizontaux, etc.). Les services rendus aux sociétés humaines sont importants, en particulier la résorption ou le filtrage des particules et des polluants<sup>1</sup>, l'effet brise-vent<sup>2</sup>, l'augmentation de la disponibilité et de la circulation de l'eau<sup>3</sup> et la régulation de la température (effet rafraîchissant)<sup>4</sup>.

<sup>1,2,3,4</sup> Bien établi et accepté (§7.2.2.1)

**12. Certaines forêts jouent un rôle majeur pour conserver les sols et protéger les biens et les personnes contre les aléas naturels** (avalanches, glissements de terrain, chutes de blocs, crues et inondations), d'autant plus que leurs composition, structure et gestion sont adaptées à ces objectifs<sup>1</sup>. En zone de montagne, les forêts installées sur les versants et issues, pour certaines, des grands travaux de reboisement entrepris à partir de 1860 permettent de limiter l'érosion des sols, les glissements de terrain superficiels, les chutes de blocs, les avalanches, les crues torrentielles, protégeant ainsi les populations et les intérêts économiques en aval<sup>2</sup>. Aujourd'hui, ces peuplements sont cependant fragilisés et leur renouvellement n'est pas assuré<sup>3</sup>. La forêt joue aussi un rôle protecteur sur le littoral, non seulement outre-mer où la mangrove offre une protection contre les risques côtiers<sup>4</sup>, mais encore en métropole où les forêts contribuent à la stabilisation des dunes<sup>5</sup>. Les valeurs

<sup>1</sup> Bien établi et accepté (§7.3 et 7.6)  
<sup>2</sup> Bien établi et accepté (§7.3)  
<sup>3</sup> Partiellement établi et accepté (§7.3.3.2)  
<sup>4</sup> Partiellement établi mais accepté (encadré 2.5)  
<sup>5</sup> Bien établi et accepté (§7.4)  
<sup>6,7</sup> Bien établi et accepté (§7.3.4)

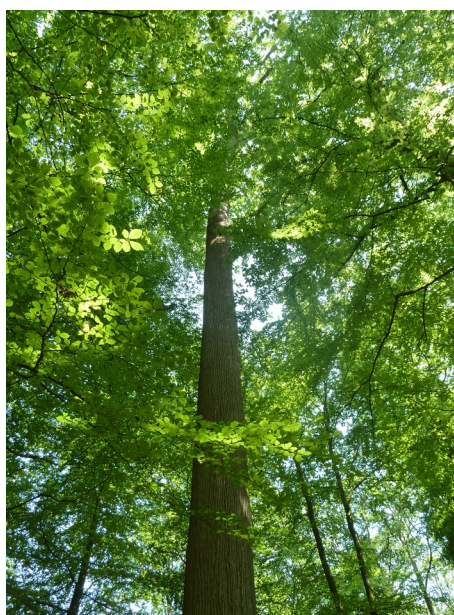
économiques des dommages évités et des activités permises par cette protection sont difficilement quantifiables, extrêmement variables selon les situations<sup>6</sup>, et peuvent atteindre jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'euros par hectare et par an<sup>7</sup>.

**13. Les forêts métropolitaines interagissent fortement avec le cycle de l'eau : elles contribuent à la disponibilité globale en eau<sup>1</sup>, à la régulation des débits de crue<sup>2</sup> et à l'atténuation de la pollution des eaux souterraines et superficielles (nitrates, phosphates, pesticides)<sup>3</sup>.** En outre, en limitant l'érosion des sols, d'autant mieux que les essences et pratiques sont adaptées, les forêts réduisent la turbidité des eaux de surface<sup>4</sup>. La bonne qualité des eaux de baignade et de consommation qui en résulte permet d'améliorer le cadre de vie des Français<sup>5</sup> tout en limitant les coûts de traitement et donc la facture d'eau des ménages<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Partiellement établi mais accepté (§ 7.2.2.1)

<sup>2</sup> Partiellement établi mais accepté (§ 7.6)  
3,4,5,6

Partiellement établi mais accepté (§ 7.5)



**Source d'eau en forêt domaniale de Camors (Bretagne), à gauche, et Chêne remarquable en forêt domaniale de Bercé (Pays de la Loire), à droite.** © Jean-Luc Peyron

**14. La forêt métropolitaine offre un espace de récréation le plus souvent gratuit et de grande valeur pour de nombreux Français qui recherchent une ambiance naturelle et y pratiquent des activités variées :** ressourcement, observation naturaliste, activités sportives, chasse et cueillette ou inspiration artistique. La moitié des Français déclarent fréquenter la forêt au moins une fois par mois<sup>1</sup>. La location de baux de chasse représente une recette de l'ordre de 110 millions d'euros par an pour les propriétaires forestiers<sup>2</sup>. Pour les autres pratiques, les forêts situées à proximité des zones peuplées accueillent ces activités de loisir gratuitement, que ces forêts soient publiques ou privées (en libre accès pour 85 % des propriétés). Cependant, la méthode des coûts de déplacement permet d'estimer le consentement à payer total des Français pour se rendre en forêt à près de 10 milliards d'euros par an<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Bien établi et accepté (§ 9.1.2.2)

<sup>2</sup> Bien établi et accepté (§ 8.2)

<sup>3</sup> Bien établi et accepté (§ 9.1.4.1)



*Promenade en Forêt d'Ermenonville (Hauts-de-France) © Antonin Vergez*

**15. Au-delà de ces valeurs utilitaires, les forêts françaises de métropole et d'outre-mer constituent un patrimoine biologique, culturel et identitaire à transmettre aux générations futures.** Traduction de cette patrimonialité, de nombreux espaces et espèces forestiers remarquables font l'objet de protections spécifiques, réglementaires ou contractuelles, qui ne peuvent simplement se justifier par leur valeur utilitaire<sup>1</sup>. Ainsi, 1,73% de la surface en métropole font l'objet de protections réglementaires fortes tandis que le Parc national des forêts de Champagne et Bourgogne, dédié aux forêts feuillues de plaine, est en cours de préfiguration<sup>2</sup>. Par ailleurs, une grande part de la surface en métropole fait l'objet d'une reconnaissance particulière à travers son inclusion dans le réseau européen Natura 2000, pour 25 %, et dans les zonages d'inventaire écologique, pour 40 %<sup>3</sup>. En outre, de nombreux labels distinguent des forêts remarquables<sup>4</sup>. Plus généralement, l'importance socioculturelle des usages de la forêt (chasse, cueillette, etc.), la prégnance des forêts dans l'imaginaire collectif, le fort attachement exprimé par les propriétaires forestiers, témoignent de valeurs patrimoniales fortes attachées à ces espaces<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Bien établi mais en discussion (§ 10.2)

<sup>2</sup> Bien établi mais en discussion (§ 10.2)

<sup>3</sup> Bien établi et accepté (§ 10.2.3 et 10.3.1)

<sup>4</sup> Bien établi et accepté (§ 10.3)

<sup>5</sup> Bien établi et accepté (§ 10.4.3)

### Besoins d'études, de données et de connaissances

**16.** Les suivis et les connaissances existantes demeurent incomplets. Les inventaires et suivis des forêts métropolitaines restent principalement restreints aux arbres, aux mammifères ongulés chassables et aux oiseaux en métropole et ne couvrent pas (i) les forêts ultramarines<sup>1</sup>, (ii) certaines espèces remplissant un rôle fonctionnel majeur (champignons, mousses, lichens, arthropodes, biodiversité des sols forestiers, guildes de carnivores, guildes des herbivores, etc.), (iii) les forêts anciennes et certains habitats remarquables tels que les vieux peuplements, (iv) les formations intermédiaires (bosquets, landes, friches), les lisières forestières. Enfin, l'évaluation de nombreux services de régulation jugés essentiels et leur cartographie nationale requièrent un effort de recherche et de modélisation conséquent mais indispensable pour une prise en compte dans la décision<sup>2</sup>.

<sup>1,2</sup> Bien établi et accepté (§ 12.3)



## COMMENTAIRES RECUS :

### **Commentaire du Centre national de la propriété forestière (CNPFF) sur le message 5 :**

« Comme vu en séance, je me permets d'insister sur l'importance de faire part dans les messages clés de l'équilibre sylvo-cynégétique, dont la définition est dans le code de l'environnement. Ne pas y faire mention ne reflète pas la réalité des problèmes forestiers, d'ailleurs repris dans le Programme national forêt bois qui insiste justement sur ce déséquilibre actuel dans les forêts métropolitaines.

Nous avons depuis peu des chiffres nationaux produits par l'ONF dans le bilan patrimonial des Forêts domaniales. « 34 % des surfaces des forêts domaniales présentent un équilibre forêt-gibier non satisfaisant et plus particulièrement dans les zones productives. » Etabli dans le cadre de contrats cynégétique et sylvicole, ces données ont été validées par les chasseurs localement. La qualification de l'équilibre a été faite pour chaque lot et inscrite dans le contrat signé par les deux parties (ONF et chasseur).

Il est vrai que cette donnée n'est pas dans le document de référence du Gip Ecofor pour des raisons de publication récente du bilan patrimonial. C'est cependant la seule donnée fiable et partagée que l'on ait au niveau national sur l'état d'équilibre sylvo-cynégétique. »

*Centre National de la Propriété Forestière*

### **Commentaire de l'Office national des forêts (ONF) sur le message 5 :**

« L'augmentation des populations de grands ongulés est véritablement considérable depuis plusieurs dizaines d'années. C'est avéré et une telle évolution, quelles qu'en soient les conséquences et quoi qu'on en pense, doit être soulignée.

L'article L425-4 du code de l'environnement précise que « L'équilibre agro-sylvo-cynégétique consiste à rendre compatibles, d'une part, la présence durable d'une faune sauvage riche et variée et, d'autre part, la pérennité et la rentabilité économique des activités agricoles et sylvicoles. [...] L'équilibre sylvo-cynégétique tend à permettre la régénération des peuplements forestiers dans des conditions économiques satisfaisantes pour le propriétaire [...] ». Le message clé sur ce sujet doit se référer à cette définition.

À cet égard, les situations de déséquilibre entre le niveau des populations de grands ongulés et les objectifs de gestion durable de la forêt, comprenant la valorisation économique des biens et services, ne sont pas marginales comme le laisse entendre le message clé actuel. Lors des relocations des baux de chasse en forêt domaniale en 2015, une notation contradictoire de l'état de l'équilibre entre la forêt et la grande faune a été réalisée au regard de la régénération des peuplements forestiers. L'équilibre est ainsi dégradé ou compromis sur 34 % des surfaces des forêts domaniales, avec une prévalence beaucoup plus forte dans le grand quart Nord-Est. Cette situation, représentative des forêts françaises, ne peut être passée sous silence ou minimisée dans les messages clés. »

*Office national des forêts*

### **Commentaire de la fédération Fransylva sur les messages 5 et 13 :**

« Sans remettre en cause le rapport réalisé par le Gip Ecofor utilisé maintenant comme étant le seul, l'unique document de référence permettant de rédiger les messages clés à l'attention des décideurs sur l'évaluation des écosystèmes forestiers français et leurs services, nous souhaitons exprimer le fait que ce rapport a omis (et nous en assumons une part de responsabilité ayant participé à sa rédaction) des sujets importants concernant cette évaluation. Je n'en citerai que deux : le sujet de la faune des grands animaux et celui concernant les documents de gestion.

Pour revenir sur notre remarque concernant [le message 5] nous exprimons un très fort désaccord sur ce message, d'autant qu'au cours de la discussion nous avons convenu de le compléter par une insertion sur ce sujet dans un autre message et que cela n'a pas été fait.

Nous considérons que l'augmentation des populations de grands ongulés est véritablement considérable (données scientifiques de l'ONCFS sur les plans de chasse attribués et sur la localisation de présence de ces animaux sur le territoire métropolitain et sur la présence simultanée sur un même territoire non plus de une mais de trois voir quatre de ces espèces, rapport de l'observatoire des galliformes (OGM) sur les causes possibles de régression de ces animaux, mise en place de suivi d'enclos d'observation de la diversité botanique).

Cette augmentation a des conséquences non seulement sur des forêts de production perturbant la production de bois de qualité, ce qui semble n'avoir aucune importance dans les messages clés à l'attention des décideurs en matière d'évaluation des écosystèmes forestiers français et de leurs services dans le cadre de la démarche conduite dans EFES, mais aussi sur la diversité botanique et faunistique par la disparition d'essences et d'espèces qui peuvent être des habitats potentiels de la biodiversité.

Je mentionnerai pour mémoire au décideur l'article 425-4 du code de l'environnement qui précise ce qu'est l'équilibre sylvo-cynégétique. Il semble que le message clé parlant de ce sujet devrait au moins le mentionner.

Dans le message 13 la mention au Parc national des forêts de Champagne et Bourgogne nous paraît incongrue dans un message porté aux décideurs tant que ce parc n'a pas une réalité formelle en termes administratifs.

Nous émettons donc une réserve forte sur le fait de mentionner ce territoire en similitude avec les surfaces forestières qui font déjà l'objet de protections réglementaires fortes. »

*Fédération Fransylva*



L'EFESE est un programme piloté par le Ministère de la Transition écologique et solidaire qui vise à révéler les multiples valeurs de la biodiversité afin de faciliter leur prise en compte dans les décisions publiques et

privées en France. Le programme s'appuie sur un cadre conceptuel partagé et une gouvernance nationale qui associe experts, décideurs et parties prenantes. Après une première phase se concluant par la publication d'évaluations d'ensemble des six grandes catégories d'écosystèmes français, l'EFESE démarre, en 2019, une deuxième phase dont le caractère opérationnel et stratégique sera renforcé afin de développer les outils d'évaluation nécessaires pour accompagner la transition écologique de la société française.

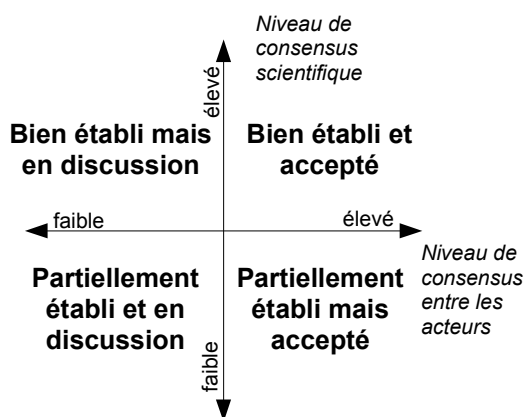
Pour **en savoir plus** et accéder aux rapports complets :  
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/EFESE>

Pour **rejoindre la communauté** de l'EFESE (inscription libre) :  
<http://plateforme-efese.developpement-durable.gouv.fr>

### Les messages clés à l'attention des décideurs

Les messages clés à l'attention des décideurs sont co-écrits par l'équipe projet EFESE du Ministère de la Transition écologique et solidaire et par les auteurs des études. De manière à en renforcer la crédibilité scientifique et la légitimité aux yeux des décideurs, ils sont soumis à un avis scientifique et à l'approbation des parties prenantes.

Chaque assertion composant ces messages est qualifiée sur deux dimensions. Le **consensus scientifique**, tout d'abord, est renseigné sur deux niveaux. Il est proposé par les auteurs de l'étude et soumis à l'arbitrage du Conseil scientifique et technique de l'EFESE. Le **consensus entre les acteurs**, par ailleurs, est renseigné sur deux niveaux. Sauf opposition exprimée, le niveau de consensus est considéré comme élevé. Il est dégradé aussitôt qu'une partie prenante conteste l'assertion en explicitant les raisons de son désaccord. Cela donne lieu aux quatre qualifications présentées ci-contre et indiquées en marge des messages.



Directrice de la publication : Laurence Monnoyer-Smith, Commissaire générale au développement durable  
Dépôt légal : avril 2019  
ISSN : 2555-7564

## Commissariat général au développement durable Direction de l'eau et de la biodiversité

Tour Séquoia, 92055 La Défense cedex  
Contact : [efese@developpement-durable.gouv.fr](mailto:efese@developpement-durable.gouv.fr)

[www.ecologique-solidaire.gouv.fr](http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr)

